

Chapitre I

Meurtre à Istanbul

La version officielle saoudienne ne cessa de changer. Il y eut d'abord le démenti catégorique : Jamal Khashoggi, ce journaliste saoudien en vue qui écrivait pour le *Washington Post*, n'avait pas disparu. Il y avait des images d'une caméra de surveillance où on le voyait entrer dans le consulat saoudien d'Istanbul, puis des images floues apparurent sur YouTube montrant un homme de corpulence similaire et portant des vêtements similaires qui sortait du bâtiment par une porte de service. Mais Hatice Cengiz, la fiancée de Khashoggi, démolit d'emblée cette mascarade. Khashoggi voulait l'épouser et il avait besoin d'un document établissant la validité de son divorce avec sa femme précédente en Arabie saoudite. Lors de sa première visite au consulat, il avait été bien reçu et on lui avait dit de revenir la semaine suivante pour récupérer le document. Sachant que la visite n'était pas sans risque, il avait demandé à Hatice de l'attendre devant la porte. Il lui avait aussi donné le numéro de l'un de ses contacts haut placés, un conseiller du président turc Recep Tayyip Erdogan. Des récits horribles ne tardèrent pas à paraître dans la presse, avec l'aval des autorités turques. Selon le procureur d'Istanbul, Khashoggi avait été étranglé dès son arrivée au consulat, son corps découpé avec une scie à os avant d'être dissous dans l'acide¹. Des responsables de la

sécurité aéroportuaire révélèrent qu'une équipe de 15 agents saoudiens était arrivée dans un jet privé qui avait quitté l'aéroport quelques heures après sa disparition. La présence d'un médecin légiste parmi eux semblait attester une opération préméditée pour tuer Khashoggi et se débarrasser de son corps.

Quand ils finirent par admettre que Khashoggi avait été tué, les Saoudiens continuèrent à contester la version turque. Ils parlèrent d'une dispute qui avait éclaté dans le consulat et qui avait mal tourné, suggérant une mort accidentelle. Un communiqué diffusé à la télévision publique saoudienne expliqua que les discussions entre Khashoggi et le personnel du consulat avaient rapidement pris un tour violent, ce qui avait conduit à la mort de Khashoggi, que les responsables avaient ensuite tenté de dissimuler². Onze des «agents voyous» avaient été arrêtés et risquaient la peine de mort en Arabie saoudite. Mais le président et les médias turcs n'avalèrent pas cette version. Des rumeurs faisant état de cris enregistrés par des «micros espions» dans le consulat circulaient déjà quand Erdogan annonça lors d'une déclaration très attendue que le meurtre avait été délibéré et prémédité. Si ce n'était plus vraiment une surprise à ce stade, Erdogan fournit tout de même quelques détails intéressants : ainsi, les caméras de surveillance du consulat avaient été débranchées quelques heures avant le rendez-vous de Khashoggi³. Par ailleurs, un grand nettoyage avait eu lieu à l'intérieur du consulat entre le jour de la disparition de Khashoggi (le 2 octobre) et celui où les policiers turcs furent enfin autorisés à entrer dans le bâtiment (le 14 octobre). «Des indices importants nous permettent d'affirmer que cela ne s'est pas produit fortuitement mais que cela a été planifié», déclara le président turc.

En réponse à ces nouvelles révélations, les Saoudiens changèrent encore leur version. Après

avoir parlé avec Erdogan au téléphone, Mohammed ben Salmane (MBS), le jeune prince héritier qui dirige de fait le pays, sortit de son silence. Il qualifia le meurtre de Khashoggi de «crime odieux». Les médias saoudiens publièrent des images de sa poignée de main avec le fils de Khashoggi, Salah, un geste qui provoqua des torrents de commentaires hostiles sur les réseaux sociaux en dehors du royaume. Les images montraient le prince héritier dans une posture de défi face aux rumeurs qui disaient que l'affaire risquait de l'écarter du pouvoir.

C'était loin d'être la première fois que les Saoudiens étaient accusés de commettre des exécutions extrajudiciaires. Comme le souligne Madawi al-Rasheed, une des plus grandes spécialistes anglophones de l'histoire de l'Arabie saoudite, «il est si fréquent que des gens – dissidents, journalistes, princes – disparaissent en Arabie saoudite – sans même une mention dans la presse – que l'ampleur du tollé provoqué par la disparition de Khashoggi a sans doute surpris le prince héritier⁴.» Si c'est le cas, cela témoigne d'une vision du monde pour le moins étriquée. Contrairement à d'autres princes saoudiens, MBS n'a jamais étudié aux États-Unis et il est bien possible qu'il n'ait pas imaginé que la liquidation de Khashoggi – quels que soient les ratages de l'opération par ailleurs – susciterait un tel scandale international. Résident des États-Unis et chroniqueur régulier du *Washington Post*, la victime avait beaucoup d'amis américains et était bien connue dans les milieux journalistiques. Il s'était acheté une maison à McLean, dans la banlieue de Washington, et avait demandé la citoyenneté américaine. S'il avait largement accès aux colonnes des médias en tant que journaliste, il avait aussi obtenu une bourse du Woodrow Wilson International Center for Scholars, une institution extrêmement respectée.

Je l'ai moi-même rencontré lors d'une réunion du Council on Foreign Relations à New York en 2004. Cet homme agréable, au ton calme et posé, semblait moins enclin à se mettre en avant que beaucoup de ses pairs plus bavards.

Derrière le scandale du meurtre de Khashoggi, il y avait aussi la question des « alertes ». En vertu d'une directive de juillet 2015 signée par James R. Clapper, directeur du renseignement national sous le président Obama, les services de renseignement des États-Unis ont le devoir d'alerter « une personne, qu'elle soit citoyenne des États-Unis ou non, en cas de risques imminents de meurtre, de blessure physique intentionnelle sérieuse contre elle ou d'enlèvement⁵ ». D'après l'ancien analyste des services de renseignement John R. Schindler, « la grande oreille de l'Amérique », ainsi qu'on appelle la National Security Agency (NSA), avait « intercepté des communications saoudiennes qui indiquaient que Riyad préparait un mauvais coup contre Khashoggi » au moins un jour avant qu'il ne se rende au consulat saoudien à Istanbul, même si la nature exacte de ce qui se tramait « n'apparaissait pas clairement dans les interceptions ». « Il faut demander – écrivait Schindler – ce que la Maison Blanche a fait, si elle a fait quelque chose, de cette alerte top secret⁶ ».

De toute évidence, sous l'autorité du prince héritier, les Saoudiens ont désormais atteint des sommets d'insensibilité et d'imprudence. « On n'a jamais vu ça à une telle échelle », expliqua Bruce Riedel, un ancien analyste de la CIA qui travaille aujourd'hui pour la Brookings Institution, dans un entretien au *New York Times*. « Avant, ils auraient considéré qu'un dissident comme Jamal Khashoggi n'en valait pas la peine⁷. » Selon le Middle East Eye (MEE), un site d'information à financement qatari basé à Londres, le prince héritier a à sa disposition un escadron de

la mort, baptisé *firqat al-nimr* (« escadron léopard »), dont les membres sont issus de différentes sections des forces de sécurité saoudiennes et lui sont d'une loyauté sans faille. Interrogées par le *New York Times*, des sources anonymes au sein de l'administration états-unienne ont également fait référence à cette équipe, qu'ils connaissaient sous le nom de « Groupe d'intervention rapide ». D'après un membre des services de renseignement cité par le MEE, la mission de cet escadron est d'« assassiner secrètement des dissidents saoudiens à l'intérieur du royaume et à l'étranger de façon à ne pas se faire remarquer des médias, de la communauté internationale et des hommes politiques⁸ ». Le raisonnement semble être que les disparitions, les morts provoquées par des maladies, des incendies ou des accidents de la route (dans un pays où le taux de mortalité routière est l'un des plus élevés au monde) attireront moins l'attention que les arrestations, qui ont tendance à émouvoir les gouvernements alliés ou les organisations de défense des droits humains. Un religieux dissident, le cheikh Suleiman Abdul Rahman al-Thuniyan, président du Tribunal public de La Mecque, se serait ainsi fait inoculer un virus mortel alors qu'il se rendait à l'hôpital pour une visite de routine. La même source affirmait que la mort du prince Mansour ben Muqrin, vice-gouverneur de la province de l'Asir et fils de l'ancien prince héritier Muqrin, dans un accident d'hélicoptère en 2017, n'était précisément pas un accident comme l'avait dit sa famille mais un assassinat préparé par cet escadron. Meshal Saad al-Bostani – un lieutenant de l'aviation saoudienne et l'un des membres de l'équipe qui s'est rendue en Turquie – aurait abattu l'hélicoptère du prince alors qu'il s'enfuyait au Yémen. Bostani lui-même est officiellement mort dans un accident de voiture après son retour en Arabie saoudite – mais cette version

est contestée par cette même source qui affirme qu'il aurait été empoisonné.

Le nom « escadron léopard » était une référence au général de division Ahmed al-Assiri, vice-directeur du renseignement saoudien, surnommé « le Léopard du Sud ». Si la source citée ne pouvait pas dire qui donnait ses ordres à l'escadron, deux des hommes qui ont été virés après la révélation du meurtre de Khashoggi – le général Assiri et Saoud al-Qahtani – passaient pour avoir fait partie de sa « structure de commandement ». En octobre 2018, le *Daily Sabah*, un journal proche du président turc, publia les noms et les photos des 15 membres du commando saoudien, apparemment prises au poste de contrôle des passeports à l'aéroport. Outre Bostani et Maher Abdulaziz Mutreb, un diplomate souvent photographié au côté de MBS à Madrid, Paris, Boston et New York, la liste comprenait Salah Mohammed al-Tubaigy, l'« homme à la scie à os » qui dirigeait le Conseil saoudien de la Médecine légale, Abdulaziz al-Hassawi, un garde du corps, Thaer Ghaleb al-Harbi, un membre de la Garde royale saoudienne, ainsi que Mustafa Mohammed al-Madani, l'homme de corpulence similaire à Khashoggi qui avait été filmé en train de quitter le consulat avec les vêtements de Khashoggi. Les services de renseignement turcs auraient intercepté au moins quatorze conversations téléphoniques entre Mutreb et le cabinet du prince héritier le 2 octobre, jour de l'assassinat, et il aurait parlé au directeur de cabinet Badr al-Asaker à plusieurs reprises après le meurtre. Ces détails et d'autres, concernant notamment les tortures auxquelles Khashoggi a été soumis avant d'être tué et démembré, furent divulgués au compte-gouttes par le renseignement turc de façon à exacerber la gêne du gouvernement saoudien, contraint de réviser constamment sa version des faits pour l'accorder avec les révélations successives.

Les enjeux économiques étaient immenses. En 2016, MBS – alors déjà en charge de la politique économique – annonça la mise en place du plan « Vision 2030 », un formidable projet destiné à sevrer le royaume de sa dépendance aux hydrocarbures à un moment où le prix du baril de pétrole stagnait sous la barre des 60 dollars, entraîné par la révolution de la fracturation hydraulique aux États-Unis et la chute de la demande mondiale. L'économie saoudienne ne vivra pas éternellement du pétrole et le programme de MBS – largement élaboré avec l'aide de la célèbre société de conseil McKinsey & Company – vise à freiner les dépenses publiques et à diversifier l'économie. Il prévoit notamment d'investir dans le tourisme islamique et dans un quartier des affaires entièrement repensé à Riyad, mais aussi plus généralement de développer les sources de revenus du royaume et de multiplier les débouchés pour les jeunes Saoudiens. Les cols-bleus étrangers devaient être remplacés par des Saoudiens dans des domaines comme la téléphonie mobile et la construction. Mais comme le notait *The Economist*, les Saoudiens n'ont pas forcément les compétences techniques requises : « Les écoles bourrent les jeunes crânes avec la religion mais elles négligent des matières plus pratiques comme les maths ou les sciences⁹. »

Outre l'argent du pétrole saoudien, MBS comptait sur les investisseurs étrangers pour financer son projet. L'instrument du projet de MBS est un fonds d'investissement public (*public investment fund*, PIF) qui a déjà investi des dizaines de milliards de dollars en Arabie saoudite et à l'étranger, dans des compagnies qui vont de Uber à Magic Leap, et en s'associant avec Blackstone et Softbank dans des fonds de capital-risque, avec l'objectif de doubler ses actifs sous gestion d'ici 2020 pour atteindre

600 milliards de dollars. D'après le *Financial Times*, depuis sa prise en main par MBS en 2015, le PIF est devenu «la force la plus puissante de la plus grande économie du monde arabe». Un analyste saoudien expliqua au journal que «c'était l'un des premiers secteurs visés par le prince Mohammed». «C'est devenu l'instrument le plus important de MBS pour son programme politique, personnel, économique et social dans le pays. C'est l'instrument de placement d'un seul homme¹⁰.»

Un élément central du plan est la vente de 5 pour cent de la Saudi Aramco, la plus grande entreprise du monde, qui pourraient être valorisés à hauteur de 2 000 milliards de dollars, écrasant Apple, Google, Amazon ou ExxonMobil, et cotés sur une place boursière suite à la plus importante opération d'introduction en Bourse (IPO) jamais réalisée : Hong Kong, Singapour et Londres se sont mis sur les rangs. Les recettes pétrolières – les profits de l'Aramco étaient taxés encore très récemment à hauteur de 85 pour cent par le gouvernement saoudien – seraient remplacées par un gigantesque fonds souverain, placé dans des biens et des entreprises à l'étranger aussi bien qu'à l'intérieur du royaume, comme l'a déjà fait le Qatar. Le fonds saoudien encore modeste commença ses aventures en terres étrangères en 2016 avec un investissement de 3,5 milliards de dollars dans Uber.

Le sommet Future Investment Initiative (FII) organisé en octobre 2017 et surnommé le «Davos du désert», en référence au Forum économique mondial qui se tient tous les ans en Suisse, devait renforcer la visibilité du PIF. Près de 3 000 économistes et hommes d'affaires venus de 90 pays y assistèrent, dont la directrice générale du FMI Christine Lagarde, le secrétaire au Trésor des États-Unis Steven Mnuchin, le PDG de BlackRock

Larry Fink et le magnat japonais Masayoshi Son, PDG de SoftBank. Lors de ce «bal de débutante» de l'Arabie saoudite, comme certains l'ont appelé, le jeune prince charismatique cherchant à s'assurer les faveurs des banquiers et des investisseurs pour Vision 2030, MBS fendit la foule comme une rock star, s'arrêtant pour une poignée de main ou un selfie, tandis que certains des financiers les plus puissants de la planète «réclamaient à grands cris leur moment avec l'héritier présomptif saoudien¹¹». Celui-ci annonça notamment un placement d'un milliard de dollars dans Virgin Galactic, le programme spatial privé du financier britannique Richard Branson, qui devait lui-même siéger au conseil d'administration de Neom, la ville futuriste inspirée par Singapour que le prince a l'intention de construire à Tabouk, sur la mer Rouge. Dans un geste symbolique, le prince Mohammed annonça qu'il avait accordé la citoyenneté saoudienne à Sophia, un «robot humanoïde social» développé par la firme hongkongaise Hanson Robotics. Annonçant que son pays levait enfin l'interdiction de conduire pour les femmes, il déclara à la conférence que l'Arabie saoudite revenait à une forme d'islam plus «modérée», qui serait «ouverte à toutes les religions du monde». «Franchement – déclara-t-il –, on ne va pas gâcher encore trente ans de notre vie à composer avec des idées extrémistes¹².»

Un an après, l'assassinat de Kashoggi avait compromis tous ces projets. Le 15 octobre, moins de deux semaines après la disparition du journaliste, la plupart des gros investisseurs avaient décidé de ne pas participer au sommet FII 2018 qui devait se tenir du 23 au 25 octobre. À mesure qu'Istanbul divulguait ses informations, la vague de forfaits se renforçait. La liste des désistements de dernière minute se lit comme un *Who's Who* des magnats

des médias et des capitalistes les plus puissants de la planète : Jamie Dimon de JPMorgan Chase, Bill Ford de Ford Motor, Dara Khosrowshahi, patron d'Uber, Stephen Schwarzman, PDG de Blackstone, Larry Fink, PDG de Blackrock, Ajay Banga, PDG de MasterCard, Bob Bakish, PDG de Viacom, Ariana Huffington, fondatrice du *Huffington Post* et PDG de Thrive Global, le président de la Banque mondiale Jim Yong Kim, Patrick Soon, propriétaire du *Los Angeles Times*, la rédactrice en chef de *The Economist* Zanny Minton Beddoes, qui avait accordé au prince un entretien extrêmement complaisant¹³, et Andrew Ross Sorkin, du *New York Times*. La Bill and Melinda Gates Foundation retira sa subvention à MiSK, la fondation à but non lucratif créée par MBS pour aider de jeunes entrepreneurs. Comme le dit à sa façon David Callahan, de la revue spécialisée *Inside Philanthropy* : « J'imagine qu'eux-mêmes ne voulaient pas vraiment quitter le navire... Mais l'image était trop mauvaise : les plus grosses fondations caritatives du monde en cheville avec un type qui assassine des dissidents politiques¹⁴. » Le secrétaire au Commerce des États-Unis Steven Mnuchin annula sa participation au sommet à la toute dernière minute, préférant « un entretien privé » avec le prince. L'un des rares « grands » à s'être rebiffé contre cette tendance générale est la société McKinsey, qui avait été engagée pour délivrer ses conseils en matière de politique d'austérité suite à la chute des prix du pétrole de 2015. Malgré le scandale international et les révélations du *New York Times* qui accusaient la firme d'aider le gouvernement saoudien à traquer les dissidents qu'il souhaitait emprisonner, McKinsey choisit d'assister au sommet. Avec près de 600 projets dans le royaume entre 2011 et 2016, elle préférerait avancer l'idée qu'il valait mieux s'attaquer aux questions de droits

humains et civiques « de l'intérieur ». Comme les deux journalistes d'investigation Walt Bogdanich et Michael Forsythe le notèrent :

En un temps où les démocraties et leurs valeurs fondamentales sont de plus en plus attaquées, cette compagnie américaine emblématique a contribué à augmenter la stature de gouvernements autoritaires et corrompus dans le monde entier, en allant parfois à l'encontre des intérêts américains¹⁵.

La réponse du président Trump fut tout aussi ambivalente et moralement douteuse. Il était très attaché aux bonnes relations entre les États-Unis et l'Arabie saoudite. Pour sa première visite officielle dans une capitale étrangère en mai 2017, il avait choisi Riyad. Il était alors accompagné par son gendre Jared Kushner, qui s'était lié personnellement avec Mohammed ben Salmane alors que celui-ci n'était encore que vice-prince héritier. Kushner, un Juif orthodoxe, est un ami intime du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu et on sait que la famille Kushner apporte une contribution financière importante aux associations israéliennes de soutien à la colonisation juive des territoires palestiniens de Cisjordanie. Par ailleurs, le vice-président Mike Pence est un chrétien fondamentaliste convaincu que les colonies juives, bien qu'illégales du point de vue du droit international, sont un préalable au second avènement du Christ.

Il semble qu'au cours de leurs discussions, les deux jeunes hommes – Kushner a 37 ans et MBS 33 – aient décidé de court-circuiter le processus diplomatique habituel et de parvenir à un accord de paix entre Palestiniens et Israéliens qui permettrait de déjouer l'influence de certains acteurs régionaux comme les

Iraniens et leurs alliés libanais du Hezbollah sur le processus de paix. Comme on le verra au chapitre VIII, cette politique n'était pas réellement nouvelle puisqu'elle ne faisait que reconduire les manœuvres anti-iraniennes du vice-président Dick Cheney et de l'ambassadeur saoudien aux États-Unis Bandar ben Sultan du temps de la présidence de George W. Bush, mais elle avait l'intérêt de donner un nouvel élan à l'alliance de fait entre Israël et le royaume saoudien. Bien que les connaissances de Kushner sur la région se limitent à ce que le soutien de sa famille aux colonies israéliennes lui a appris, son amitié avec MBS a fait de lui un acteur influent. Pour certains responsables américains, il ne faisait aucun doute que les Saoudiens et leurs alliés émiriens avaient fait de lui leur « idiot utile » dans leurs desseins contre l'Iran. Mais Kushner et ses amis à la Maison Blanche voyaient aussi leur intérêt à avoir un ami à la cour saoudienne à un moment où Israël et les monarchies arabes sont de plus en plus en phase, bien que cet alignement passe encore largement inaperçu. Comme l'expliquait au *New York Times* l'ancien diplomate états-unien Martin Indyk : « La relation entre Jared Kushner et Mohammed ben Salmane est le fondement de la politique de Trump à l'égard non seulement de l'Arabie saoudite mais de toute la région ». Le poids accordé aux Saoudiens par l'administration dans le processus de paix israélo-arabe, son soutien au royaume dans son conflit avec le Qatar, pourtant un allié américain, et l'appui qu'elle apporte à l'intervention au Yémen sont le résultat de ce qu'il appelle « cette *bromance*¹⁶ ». Quand les médias commencèrent à examiner de plus près la relation entre MBS et Kushner dans le sillage de l'affaire Khashoggi, les révélations sur cette « *bromance* » prirent un tour plus inquiétant encore. Il est bien possible que Kushner ne tienne pas tant à négocier la paix au Moyen-Orient

qu'à faire intervenir les Saoudiens au secours des finances de sa famille en échange de son aide pour les faire accéder à la capacité nucléaire. À cause d'un investissement désastreux dans un immeuble new-yorkais à l'adresse apocalyptique du 666 Fifth Avenue, la société immobilière que Kushner possédait en commun avec son père Charles Kushner (avocat radié du barreau et repris de justice) était en détresse. Kushner Jr. s'adressa au fonds souverain qatari, qui l'éconduisit. Il fut alors secouru par Brookfield Asset Management, un fonds d'investissement qui détient lui-même Westinghouse Electric, une entreprise spécialisée dans le nucléaire qui entend vendre des réacteurs nucléaires au royaume saoudien. Peu après la rebuffade des Qataris, Kushner, en tant que haut conseiller de Trump pour la politique étrangère, avec une compétence spéciale pour le Moyen-Orient, assura l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis (EAU) du soutien essentiel des États-Unis dans leur attaque diplomatique contre le Qatar, qui aboutit au blocus de ce pays du Golfe. Kushner aurait joué un rôle majeur dans le sabotage des efforts du secrétaire d'État Rex Tillerson (un pétrolier chevronné qui connaît assez bien la région) pour sortir de l'impasse, avant que Trump ne limoge brutalement Tillerson en mars 2018. Si les Saoudiens affirment qu'ils veulent des centrales nucléaires pour produire de l'électricité, ils tiennent absolument à fabriquer leur propre combustible nucléaire plutôt que de l'acheter moins cher à l'étranger. Comme le notait le chroniqueur du *New York Times* Nicholas Kristof, « la production de combustible est la meilleure façon pour les États voyous de détourner du combustible vers des programmes secrets d'armement nucléaire, et la résistance des Saoudiens aux mesures contre la prolifération renforce les soupçons qu'il s'agit en réalité de produire des têtes nucléaires¹⁷ ».